

Le Droit 12 avril 2007

JOURNÉE DES ÉDUCATRICES ET DES ÉDUCATEURS

LE 12 AVRIL 2007



AU CECLFCE, PLUS DE 200 MEMBRES DU PERSONNEL, ÉDUCATEURS, ET PRÉPOSÉS AUX SOINS - UN APPORT INDÉNIEBLE POUR NOS ÉLÈVES.



C'est grâce au travail dévoué et exceptionnel des éducatrices et des éducateurs, des préposées et des préposés aux soins au **CECLFCE** que des programmes et des services sont offerts pour assurer l'accompagnement des élèves ayant des besoins particuliers.

Au **CECLFCE**, il existe 3 profils d'éducatrices et d'éducateurs qui permettent d'accompagner l'élève selon ses propres besoins, soit :

- en Enfance en difficulté (EED);
- en Petite enfance (4 ans à plein temps);
- en Actualisation linguistique en français (ALF) (classes d'accueil destinées à ceux pour qui le français est une langue seconde).

Le travail de ces personnes assure un encadrement aux élèves qui éprouvent certaines difficultés et favorise ainsi le développement de leur plein potentiel.

**À TOUS CES EMPLOYÉS,
MERCII!**

BONNE SEMAINE NATIONALE DE L'ACTION BÉNÉVOLE DU 15 AU 21 AVRIL



**MERCI À NOS 2 000 BÉNÉVOLES QUI FONT UNE DIFFÉRENCE
DANS CHACUNE DE NOS ÉCOLES!**

NOUVELLES DU CECLFCE :

Le CECLFCE accueille l'Arche de la Nouvelle Alliance au Collège catholique Samuel-Genest

Dans le cadre de sa journée systématique de la catholicité, le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) a accueilli l'Arche de la Nouvelle Alliance au Collège catholique Samuel-Genest (CCSG) le 3 avril dernier.

Plus de 700 élèves des écoles secondaires du CECLFCE ont défilé dans les rues avoisinant le CCSG et se sont par la suite rassemblés à l'auditorium du Collège.

L'Arche de la Nouvelle Alliance a été créé par le comité organisateur du Congrès eucharistique international qui aura lieu à Québec du 15 au 22 juin 2008. Elle a été choisie comme symbole pour soutenir la réflexion et la préparation spirituelle à ce congrès.

Rappelons que l'Arche a commencé son pèlerinage à Rome en mai 2006. Depuis ce moment, elle parcourt différents pays.

Deux écoles du CECLFCE reconnues par l'Institut Fraser

Les Écoles élémentaires catholiques Terre-des-Jeunes et Montfort ont reçu un prix d'excellence en éducation, soit le Garfield Weston Award for Excellence in Education. Toutes deux ont reçu un prix dans la catégorie de l'amélioration scolaire.

Les prix Garfield Weston sont accordés dans trois catégories, soit l'amélioration scolaire, la réussite scolaire au-delà des attentes, et la réussite scolaire globale.

Les prix Garfield Weston ont été établis en Ontario en 2005 par l'Institut Fraser et ils reconnaissent les équipes scolaires dont les habiletés, l'effort, la persévérance et l'enthousiasme ont contribué de façon significative à la performance académique de leurs élèves.

Afin d'identifier les écoles à honorer, l'Institut Fraser fait une analyse approfondie des résultats des cinq dernières années de chaque école figurant dans son bulletin des écoles élémentaires.

En tout, des données pour 2 812 écoles élémentaires de l'Ontario ont été analysées. Entre 2002 et 2006, les résultats des élèves de l'École élémentaire catholique Montfort ont connu une amélioration de 72 % et les élèves de l'École élémentaire catholique Terre-des-Jeunes une amélioration de 62 %.

Le Droit 11 avril 07

En bref

Un élève tire sur un autre dans une école de Chicago: deux blessés

■ P - CHICAGO

Un élève a tiré sur un de ses camarades dans un Cégep professionnel de Chicago et l'a blessé à la jambe avant d'être blessé à son tour, apparemment par la même balle qui aurait ricoché, a-t-on appris auprès de la police.

L'incident a eu lieu vers 14 h 30 (18 h 30 GMT) à l'intérieur du Chicago Vocational Career Academy, a précisé une porte-parole de la police Monique Bond. Une arme à feu a été retrouvée sur place. Les autorités n'ont pas communiqué l'identité des deux élèves, ni leur âge, ni leur sexe. On ignore les causes du tir. Le service des pompiers dit avoir transporté les deux jeunes dans un état «sérieux/critique» vers les hôpitaux les plus proches.

Plus d'élèves dans les écoles primaires publiques

Le nombre d'élèves a augmenté durant le milieu de l'année scolaire, cette année, dans les écoles primaires du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO). Traditionnellement, le nombre d'élèves est en baisse en cours d'année scolaire en raison des déménagements et du fait que plusieurs élèves du secondaire terminent leurs études après la fin du premier semestre. Le CEPEO se réjouit de la hausse de 37 élèves au primaire par rapport à l'automne 2006. Au secondaire, la perte d'élève est aussi moindre cette année. La baisse enregistrée entre septembre et février équivaut habituellement à environ 3%. Cette année, le CEPEO a connu une

Le Droit 12 avril 07

baisse de 1,3 % du nombre de ses élèves du secondaire.

Create a safe-student act

Throwing young people out of school for bad behaviour does little for the offending students.

In fact, it is more likely to send these same students to hang out on street corners than make them reflect on what they have done wrong. Some people say the Safe Schools Act has proven to be one of the best recruitment tools that street gangs have. Out of school, troubled students are easy prey.

When the act was first proposed by the former Mike Harris government, there was a perceived need to reintroduce discipline into Ontario's school system. But zero tolerance has proven to be a simplistic solution for a complex problem.

Now Queen's Park is looking at reform, and that's welcome. Education Minister Kathleen

Wynne says students will be supported when they run into difficulties instead of being tossed out of school and abandoned.

The change makes a lot of sense. Troubled students need help, from teachers, guidance counsellors and social workers. As our society ages and faces growing labour shortages, it cannot afford to waste the potential of any person.

Tossing hard-to-manage students on the street may ease the discipline problem at a school, but it could end up robbing the students and society as a whole of a productive future.

The government in its reform must make sure there is enough support in the system to help keep these youths productive inside school.

OTTAWA CITIZEN

Les étudiants satisfaits de leur Cité collégiale

Le Droit

Des 24 collèges de l'Ontario, c'est à La Cité collégiale (LCC) d'Ottawa que se trouvent les diplômés les plus satisfaits de leur établissement, selon un sondage sur les indicateurs de rendement du ministère ontarien de la Formation, des Collèges et Universités.

Le collège francophone a aussi obtenu, pour une deuxième année consécutive, le deuxième rang pour la satisfaction générale.

La présidente de LCC, Andrée Lortie, attribue ces résultats à l'innovation du collège dans le choix des programmes offerts.

«La Cité collégiale se veut un collège innovateur, offrant de nouveaux programmes et services afin de toujours mieux servir sa clientèle étudiante», dit-elle.

Le sondage provincial sur les indicateurs de rendement comprend 55 questions. Il est administré par une firme externe et s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre les 24 collèges de l'Ontario et le ministère.

Depuis 1999, les résultats des sondages sur les indicateurs de rendement constituent la fiche de performance de chacun des collèges.

Le Droit 11 avril 2007

Ottawa Citizen 15-4-2007

Drogues dans les écoles de l'Outaouais: une guerre stérile

La police de Gatineau est intervenue récemment dans des écoles secondaires de Gatineau. Cela a permis de mettre la main au collet d'une dizaine de jeunes consommateurs de pot et de quelques jeunes revendeurs de cannabis.

Ces interventions répressives – qu'on appelle en milieu scolaire de la prévention! – visent d'abord à faire peur aux jeunes, à rassurer les parents et à montrer que les écoles sont sans pitié pour les usagers de drogues illicites. Les directions d'école aiment bien ces coups d'éclats et vont même souvent jusqu'à prétendre que leur école sera maintenant un modèle de tolérance zéro. Question d'énervement davantage les jeunes, la police de Gatineau a promis de faire d'autres descentes dans les autres écoles de l'Outaouais... cela devrait faire plaisir aux autres directions d'école!

QUEL MESSAGE?

Le problème n'est pas la descente policière comme tel, mais plutôt le message qu'on tente de passer aux jeunes.

Au Québec, en ce moment, près de 40 % des jeunes des écoles secondaires consomment du cannabis alors qu'au début des années 1990, c'était environ 10 %. Des enseignants mentionnent aussi qu'ils remarquent que des élèves sont intoxiqués en classe.

À écouter les directions d'écoles, tout semble fonctionner comme sur des roulettes et elles vont même jusqu'à prétendre que la prévention est efficace! En fait, les jeunes consomment car ils trouvent ça cool!

Et, effectivement, la consommation de cannabis sans abus, tout comme l'alcool, est quelque chose qui peut être agréable. Il faut cesser de dire que c'est répréhensible de fumer du pot pour plutôt chercher à responsabiliser les jeunes, comme on le fait avec l'alcool. Il faut éduquer les jeunes et les aider à développer leur confiance en soi au lieu de les réprimander comme les pires criminels.

ATTEINTE À LA DIGNITÉ

Entre temps, les consommateurs de pot doivent continuer à jouer aux criminels. Et, lorsqu'un de ceux-ci se fait prendre, alors là, toute la batterie répressive se met sur leur dos: suspension ou expulsion de l'école, suivi obligatoire avec une ressource spécialisée, etc.

Étiqueter un jeune de criminel ou de toxicomane peut avoir des effets psychologiques marginalisant à court et à long terme. Dans leur grande majorité, les consommateurs de cannabis (jeunes et adultes) sont aussi des gens respectables, honnêtes et intelligents. Les traiter de cri-

minels est une atteinte à leur dignité. Les études sur les caractéristiques des consommateurs des drogues sont nombreuses et font référence beaucoup plus au développement psychosocial, aux valeurs et aux motifs de ceux qui consomment qu'aux attributs d'honnêteté et d'intelligence de ceux-ci.

Présentement, les programmes de prévention offerts à l'école sont présentés par des enseignants ou des éducateurs sans formation spécifique en toxicomanie. Ils tentent de leur mieux d'éduquer les jeunes selon leurs principes et valeurs et sont rarement objectifs quant aux informations transmises aux élèves.

Ainsi, ils n'ont aucune crédibilité face aux jeunes... car ils moralisent non seulement la consommation de cannabis, mais aussi les consommateurs!

Quant aux policiers-éducateurs en milieu scolaire, ils ont des formations spécifiques quant à l'application de la loi et ne sont aucunement formés en prévention/éducation. Les policiers sont là pour appliquer la loi et non pas pour promouvoir la santé et le bien-être.

PAS D'AIDE À LA PRÉVENTION

Le mal est fait en ce moment dans les écoles du Québec et la situation risque de se détériorer au cours des prochaines années! Conjointement, le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé et des Services sociaux doivent s'entendre sur l'embauche de véritables spécialistes qui donneront des informations objectives et qui ne répondront pas aux commandes des directions d'écoles, c'est-à-dire qui ne se contenteront pas de faire du dépistage pour prendre le plus de jeunes possible les mains dans le sac afin de démontrer que leur école est propre.

Depuis sept ans, aucune nouvelle aide financière n'a été consentie aux organismes spécialisés dans la prévention des toxicomanies. Cependant, des centaines de millions \$ sont offerts aux services policiers pour continuer cette répression stérile.

La consommation des drogues n'est pas un problème criminel mais bien un problème de société et de politique.

La prévention des drogues se doit d'être objective; les jeunes – comme beaucoup d'adultes – aiment fumer du pot, alors parlons de ce principe! Éduquons correctement et respectueusement les jeunes et la population comme on fait avec l'alcool et le tabac... ça, c'est de la promotion de la santé.

Maurice Hotte,
Travailleur social,
Spécialiste en prévention
des toxicomanies

M-Ado jeunes de Buckingham,

SQS Contact Al-Jo

Eliminate separate schools, board says

Trustees vote 10-1
for single system

BY MARIA KUBACKI

The Ottawa-Carleton District School Board voted last night in support of eliminating separate, publicly funded school systems.

It joined several other boards that have come out in favour of merging existing French and English public and Catholic boards into one English-language and one French-language system.

The final vote came down with 10 board members in favour, one opposed, and one abstention.

Trustee Greg Laws, who brought the motion forward, wouldn't comment on the results last night. He deferred to board chairman Rob Campbell, who was unavailable at press time.

The board was reaffirming the motion they passed in 2001 in favour of one school system.

The Ottawa-Carleton Assembly of School Councils, which represents parents of Ottawa public school board students, is also on record as supporting one school system.

But yesterday Elaine Morgan, who is a Christian, stepped down as chairwoman of the group because she disagrees with their stance on the one-school-system issue and wants the Catholic system to survive.

"I can't speak on behalf of OCASC on this anymore," she told the *Citizen*. "I feel strongly the public school system is not a safe place for parents trying to raise their children with faith beliefs, or even just traditional family values. And right now we have an alternative."

Although the Catholic system has the right to reject non-Catholic students at the elementary level, Catholic high schools must accept all students regardless of faith.

Ms. Morgan says Catholic high schools provide non-Catholics — including conservative Christians and Muslims — with a "shelter" where they can "hide their kids" from the sex education taught in the public schools.

If the province stopped funding Catholic schools, that alternative would no longer exist, she said.

But Ontario's government has no plans to scrap the Catholic system.

"We're not going there," Premier Dalton McGuinty told reporters in Toronto yesterday.

Catholic education rights are protected under the Constitution — a provision dating to Confederation, when Roman Catholics were a minority in Ontario.

In the past decade, Quebec and Newfoundland have obtained amendments to the Constitution to get rid of religious school boards.

The Ottawa public board motion was brought forward in response to a resolution from the Grand Erie District School Board.

In February, the Grand Erie board passed a motion asking the school boards' association to renew its petition to the Ontario government for one school system.

Several boards have since passed motions in favour of eliminating the Catholic system.

However, at least one board has voted against the Grand Erie motion.